

Le thon rouge envahit les trottoirs...



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5392 - Dimanche 6 juin 2021 - Prix : 10 DA

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 320 nouveaux cas et 6 décès

Page 2

A leur plus haut niveau depuis octobre 2018

Les prix du pétrole s'approchent des 72 dollars

Page 2

Pour en finir avec les retards sur les projets AADL

Encore des instructions pour accélérer la cadence

Page 3

Festival de Cannes 2021

Les films en compétition officielle dévoilés

Page 7

Algérie-Mali en amical ce soir



Les Verts face à un gros morceau

Page 15

Candidats aux législatives

Le forcing des derniers jours



Phs/D. R.

Trois jours seulement nous séparent de la fin de la campagne électorale pour les élections législatives du 12 juin prochain. Les candidats et les leaders politiques tentent de redoubler d'efforts pour mieux convaincre.

Page 2

Parc de loisirs «Mostaland»

Une vitrine touristique très attractive

Page 4

Circulation

Arrestation du chauffard auteur de l'accident mortel de Ain Naâdja

Page 16

Candidats aux législatives

Le forcing des derniers jours

■ Trois jours seulement nous séparent de la fin de la campagne électorale pour les élections législatives du 12 juin prochain. Les candidats et les leaders politiques tentent de redoubler d'efforts pour mieux convaincre.

Par Aomar Fekrache

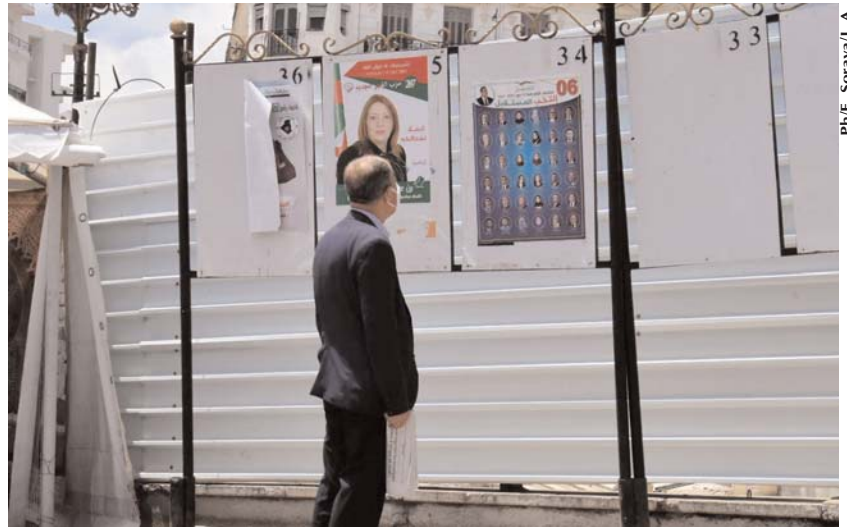
Des meetings et des activités de proximité sont organisés à travers le pays. Les futurs députés, partisans ou indépendants, croient tous en leur chance d'accéder à l'hémicycle et ne lésinent pas sur les moyens pour se faire vendre auprès des électeurs. Contrairement aux

Littoral d'Alger Près de 4 tonnes de déchets récupérées

PRÈS de 4 tonnes de déchets ont été récupérées durant la dernière campagne de nettoyage des eaux de mer au niveau du littoral algérois, parmi lesquels des déchets solides, a indiqué, hier, le directeur de la Chambre de pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Alger, Ali Bit. Ces déchets sont constitués essentiellement de plastiques (bouteilles et sachets), de pneus usagés, ainsi que de déchets solides qui nécessitent de «gros» moyens pour les récupérer, a affirmé M. Bit, en marge des travaux de la 8^e édition de l'opération «Ports et barrages bleus 2021», organisée au niveau de l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture d'Alger (Inspa). S'agissant des déchets solides, retrouvés lors des campagnes de nettoyage des eaux de mer auxquelles ont pris part des associations professionnelles et des clubs de plongée sous-marine, ils sont constitués de carcasses de voitures et d'articles électroménagers (réfrigérateurs et cuisinières rouillés), selon le même responsable. «Pour pouvoir nettoyer ces plages et récupérer ces objets lourds, nous faisons appel à l'entreprise de gestion des ports de pêche pour nous doter de bateaux équipés de grues», a-t-il fait savoir. Pour sa part, le premier responsable de la Direction de la pêche et des ressources halieutiques (DPRA) d'Alger, Cherif Kadri, a insisté sur la nécessité de travailler en amont pour prévenir la pollution des plages, notamment à travers la sensibilisation du grand public et des industriels quant à l'impact «dévastateur» de la pollution marine sur les écosystèmes et les ressources halieutiques. Se référant aux études réalisées sur la pollution marine au niveau de la Méditerranée, M. Kadri a souligné que «les déchets plastiques et solides étaient les principales causes de la réduction des ressources halieutiques dans la région».

M. O.

premiers jours de campagne, leurs affiches sont partout, leurs discours politique est plus insistant et leur présence sur les réseaux sociaux est plus visible. Les chefs de partis, tout en mettant en avant les compétences de leurs candidats, sont unanimes à appeler les citoyens à faire le bon choix le jour du vote. Le président du MSP, Abderrezak Makri, a déclaré à Mascara que sa formation politique a élaboré pour les prochaines élections législatives un programme électoral «réaliste et sur des bases scientifiques». Le MSP, a-t-il ajouté, «a présenté pour les prochaines législatives des candidats bien formés de par leur militantisme au sein du mouvement et des responsabilités assumées durant leur gestion des collectivités locales». Le président du FNA, Moussa Touati, a souligné, à El Bayadh, l'importance d'élire les représentants du peuple parmi les candidats intègres et compétents «afin de servir le pays et le citoyen». Le président du Mouvement «El-Bina», Abdelkader Bengrira, a plaidé, lors d'un meeting à Médéa, en faveur de la «promotion de la réconciliation nationale», estimant que le «pays a besoin de penser définitivement les plaies du passé». Le président du Front du militantisme national (FMN), Abdallah Haddad, a plaidé, à Mostaganem, en faveur d'«un programme d'urgence» dédié au volet social. De son côté, le secrétaire général de l'ANR, Belkacem Sahli, a indiqué depuis Guelma que la révision du système de santé était une priorité inscrite dans le programme électoral de son parti



Ph.E. Soraya/J. A.

pour les législatives. Le président du FJD, Abdallah Djaballah, a déclaré, lui, depuis Annaba, que sa formation politique «participe aux législatives du 12 juin pour œuvrer à contrer les dangers et les dysfonctionnements menaçant la société». Djaballah a aussi plaidé pour «une réelle réforme sociale fondée sur une vision claire et mûre qui tienne compte des constantes de la société algérienne ainsi que des aspirations de ses diverse catégories». Le secrétaire général du parti El Karama, Mohamed Daoui, a indiqué à Annaba que les prochaines élections législatives représentaient «une opportunité d'amender les lois qui vont à l'encontre des intérêts du pays». Le président du Front El-Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a

pour sa part appelé depuis Mostaganem à un dialogue national politique, économique et social dans lequel est impliqué le peuple. Outre les chefs de partis, les candidats indépendants sont fortement présents sur le terrain et sur Facebook. Dans certaines localités, ils n'hésitent pas à faire du porte à porte pour mieux se rap-

procher des populations et gagner leurs faveurs. Une proximité que les partis craignent grandement. Pour de nombreux observateurs, les listes indépendantes auront leur poids à la prochaine Assemblée. Ainsi, la course s'annonce rude et les sièges difficiles à arracher.

A. F.

Bilan des dernières 24 heures Virus : 320 nouveaux cas et 6 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 6 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de moins qu'hier (7), portant à 3 510 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 320 cas, soit 65 cas de moins par rapport au bilan d'hier (385), pour atteindre, au total, 130 681 cas confirmés.

R. N.

A leur plus haut niveau depuis octobre 2018

Les prix du pétrole s'approchent des 72 dollars

Portés par la politique d'offre contenue des membres de l'Opep+ et une demande qui repart, le prix du pétrole a terminé vendredi à son plus haut niveau depuis le milieu d'octobre 2018. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a conclu à 71,89 dollars à Londres, en augmentation de 58 cents ou 0,81 % par rapport à la clôture de jeudi. La veille, le Brent avait atteint un maximum depuis le 22 mai 2019, à 71,99 dollars. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet a grimpé à 69,62 dollars, en hausse de 81 cents ou 1,17 %, pour atteindre un sommet depuis mi-octobre 2018. «Les forts prix du pétrole ne sont pas près de disparaître, soutenus par la discipline de l'offre au sein de l'Opep+ et l'enthousiasme face à la perspective d'une demande plus forte cet été», a résumé Louise Dickson de Rystad Energy. «Le principal moteur des prix (...) reste la décision de l'Opep+ d'augmenter progressivement l'offre mondiale de pétrole, et non d'ouvrir largement les

vannes», a souligné Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Le marché a également pris connaissance jeudi – un jour plus tard qu'à l'accoutumée en raison d'un lundi férié aux États-Unis – de l'état des réserves américaines de brut. Ces dernières étaient en baisse de 5,1 millions de barils la semaine passée, soit le double des 2,5 millions de barils anticipés par les analystes, selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Des données «qui s'expliquent par le fait que les raffineurs ont accéléré le traitement du pétrole en prévision de la demande de carburants pour le transport», a expliqué Stephen Brennock, de PVM. Une augmentation peut-être un peu «prématurée», nuance-t-il, puisque les stocks d'essence et de produits distillés ont en revanche augmenté. «Néanmoins, la demande américaine de carburant devrait s'accroître dans les semaines à venir» car le pays «continue de bénéficier d'une reprise stimulée par les vaccins», conclut M.

Brennock. Les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés, unis depuis fin 2016 par l'accord Opep+, ont en effet décidé mardi de se conformer à leur politique d'augmentation progressive de la production, une approche prudente et pour l'instant limitée jusqu'à juillet. Cette stratégie consiste en un retour par palier entre mai et juillet d'un total de près de 1,2 million de barils par jour supplémentaires, auquel s'ajoute le volume d'un million de barils qui avait été retiré volontairement par Ryad au début de l'année. Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a fait savoir que les rapports de la réunion font ressortir des taux positifs des indicateurs de croissance de l'économie mondiale, ce qui a donné lieu à «une hausse de la demande sur le pétrole selon les prévisions du mois de juin». «Les représentants des pays participant à la réunion ont ainsi convenu d'augmenter la production pour le mois de juillet de 441 000 b/j en vue de l'appro-

visionnement du marché mondial», a-t-il ajouté. Selon le ministre, «les 23 pays de l'Opep et Opep+ sont convenus unanimement de poursuivre cette opération ainsi que les réunions périodiques mensuelles pour maintenir la stabilité du marché». Les deux réunions étaient, a-t-il estimé, «fructueuses», et les ministres avaient d'ailleurs constaté les résultats de l'application de la réduction de la production en avril, où le taux d'adhésion avait atteint 114 %. «ce qui a favorisé un équilibre du marché et a traduit la stabilité des cours du pétrole durant cette période». Cet état de fait a poussé les participants, lors de ces réunions, à décider de «maintenir le taux de vigilance et continuer de contrôler le marché», dans la mesure où la vaccination contre le Covid-19 dans certains pays n'a pas encore atteint le rythme des grandes puissances, en sus des indices de stockage mondial qui restent assez élevés.

Meriem Benchaouia

De 1 000 à 1 200 DA seulement le kilo

Le thon rouge envahit les trottoirs...

■ Le thon rouge a envahi le marché algérien du poisson frais et s'est même répandu dans nos rues. Malheureusement, la commercialisation de ce poisson très sensible, nécessitant certaines conditions d'hygiène, s'est clochardisée à cause du non-respect de la chaîne du froid. Pis encore, il est souvent vendu sur la voie publique, exposé durant des heures au soleil.



P.H.D. R.

Par Thinhinene Khouchi

Les commerçants de thon rouge squattent les trottoirs de la capitale. En effet, depuis maintenant presque un mois, plusieurs commerçants ont décidé de planter leurs parasols sur le bitume, formant des étals de fortune pour la vente du thon rouge qu'ils exposent aux poussières et aux gaz des moteurs de véhicules. Pis encore, cette viande est coupée avec des sabres, des haches... des outils dont la lame est souvent rouillée. Ce décor choque l'œil, mais les consommateurs sont nombreux à acheter. Pour Malek, jeune commerçant rencontré à Bainem et proposant du thon rouge à 1 000 DA le kilo, «on l'achète entre 600 et 750 DA le kilo, selon l'abondance des quantités pêchées au marché de gros et on le revend entre

1 000 et 1 200 DA le kilo». «C'est une occasion pour nos consommateurs de garnir leurs tables et consommer du poisson frais à des prix raisonnables», ajoute notre interlocuteur. Contrairement à l'avis des commerçants, les automobilistes qui s'arrêtent pour acheter ainsi que les piétons nous confient que «même à 1 000 DA le kilo, ça reste cher mais c'est mieux qu'avant. Il était proposé à 1 800 DA», nous dira Sofiane, un père de famille venu en racheter. «J'ai en déjà acheté et je viens en reprendre. C'est une occasion pour mes enfants et moi-même de déguster les produits maritimes, notamment le thon rouge qui est source de vitamine D, il est aussi riche en protéines et en vitamine B12», nous explique notre interlocuteur qui précise, néanmoins, qu'il faut acheter du poisson uniquement durant la

matinée, parce que celui proposé à ciel ouvert est «exposé des heures au soleil, et devient ainsi dangereux pour notre santé parce que la chaîne du froid n'est pas respectée». Ce constat a été fait aussi par le président du Syndicat national des marins-pêcheurs, Hocine Bellout, qui assure que la production est disponible, mais il s'élève contre la «clochardisation» de la commercialisation de ce poisson. Il fustige ainsi le non-respect de la chaîne du froid et des conditions d'hygiène sur les lieux de vente. «La commercialisation du thon rouge est très sensible et nécessite de l'hygiène et le respect de la chaîne du froid. Mais nous constatons qu'il est souvent vendu sur la voie publique, exposé durant des heures au soleil», note-t-il. Concernant le recul des prix de ce poisson robuste, le directeur de la pêche et des res-

sources halieutiques de la wilaya de Boumerdès, Hamza Habach, a attribué ce recul «à l'abondance des thonidés dans la Méditerranée durant cette période». Habach a tenu à préciser qu'il s'agit de pêche accidentelle de thon mort. Selon ses explications, ce poisson dont la taille dépasse souvent les 80 centimètres, est capturé en dehors du quota octroyé à l'Algérie par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT) pour la pêche du thon rouge vivant (destiné exclusivement à l'exportation). Comme l'explique ce responsable, les captures accidentelles (non ciblées) du thon mort sont généralement réalisées par des marins qui disposent de bateaux (spadonniers) de plus de 14 mètres, lors du passage de ce poisson migrateur par la Méditerranée entre la fin du mois d'avril et le début du mois de juin. «Les pêcheurs d'espadon capturent ainsi le thon mort retrouvé sur leur passage durant cette courte période», a-t-il encore précisé. Selon un responsable du ministère de la Pêche, l'Algérie entend augmenter sa part de pêche au thon mort. Outre son quota de pêche de thon vivant, destiné exclusivement au marché extérieur et fixé par l'ICCAT à 1 650 tonnes pour cette campagne (qui a démarré le 26 mai et qui devrait se poursuivre jusqu'au 1^{er} juillet), l'Algérie compte demander une augmentation de son quota de pêche de thon mort auprès de cette instance, a expliqué la même source. «Notre objectif est de multiplier la valeur ajoutée de ce poisson à grande valeur marchande, notamment à travers la création d'une industrie de transformation et de conservation, ce

qui permettra au citoyen de l'avoir toute l'année sur leur table», a-t-il ajouté. T. K.

Covid-19 Benbouzid demande aux directeurs de la santé de renforcer la campagne de vaccination

LE MINISTRE de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a donné des directives aux directeurs de la santé au niveau des wilayas en vue de renforcer la campagne de vaccination anti-Covid-19 à travers notamment l'intensification des actions de communication et de sensibilisation et la mobilisation de tous les moyens pour optimiser les conditions d'accueil des citoyens, indique, hier, un communiqué de ce ministère. Le ministre, qui a présidé jeudi dernier, au siège de son département ministériel, une rencontre par visioconférence ayant regroupé l'ensemble des directeurs de la santé du pays, a mis l'accent sur «le renforcement des points de vaccination en mobilisant d'autres sites de vaccination supplémentaires en dehors des structures de santé, à identifier, en collaboration avec les autorités locales, la nécessité de mettre tous les moyens (oxygène, cloisonnement des espaces, ressources humaines, distanciation) pour optimiser les conditions d'accueil des citoyens dans ces espaces et gérer d'éventuels afflux importants de personnes, notamment dans les grands centres urbains, en l'occurrence Alger, Constantine, Oran, Tizi Ouzou et Annaba», souligne la même source. A la suite de la présentation des bilans des wilayas relatifs à l'évaluation de la campagne de vaccination Covid-19, le ministre de la Santé a également insisté sur la nécessité de «renforcer la campagne de vaccination contre le Covid-19» et «d'intensifier les actions de communication et de sensibilisation visant à promouvoir la vaccination Covid-19», ajoute le communiqué. Il a aussi insisté sur «l'aménagement des horaires de vaccination pour améliorer l'accessibilité des citoyens à la vaccination contre le Covid-19 en dehors des heures de travail, y compris les week-ends», ajoute le communiqué, rappelant qu'au terme de cette réunion, M. Benbouzid a appelé tous les professionnels de la santé à «relever ensemble ce challenge».

Ali O.

Louisa Ait Ramdane

Pour en finir avec les retards sur les projets AADL

Encore des instructions pour accélérer la cadence

Face aux retards accusés dans la réalisation de milliers de logements implantés à travers le pays, l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (Aadl) hausse le ton en donnant un coup de pied dans la fourmière pour accélérer la cadence de réalisation des logements.

L'agence Aadl a mis en exergue son intention de suivre de près l'avancement des travaux des différents chantiers par des réunions avec l'ensemble des responsables des projets au niveau national. À la faveur d'une énième réunion tenue au siège de la direction générale de l'Aadl, le directeur général de cette agence, Fayçal Zitouni, a ordonné, hier, aux directeurs régionaux de son Agence d'accélérer les travaux des logements pour les projets enregistra-

ment, et ce, dans la perspective de préparer la prochaine opération de distribution des logements des types location-vente et public promotionnel (Aadl), notamment pour ceux dont la livraison est prévue prochainement.

Fayçal Zitouni a instruit les directeurs régionaux d'envoyer des comités d'inspection et de contrôle aux différents projets de la formule de vente en location au niveau local par les directions régionales et de veiller au suivi périodique de ces projets et de pallier toute difficulté. Il a également ordonné la préparation de rapports hebdomadaires sur l'avancement des travaux pour chaque projet et adressés directement à la Direction générale ainsi que la suivi de la qualité des logements préfabriqués, avec la participation des représentants des abonnés et l'élabo-

ration d'un rapport le confirmant. À cette occasion, Zitouni a appelé à plus de rigueur dans le travail pour l'achèvement du projet dans les délais contractuels et la livraison des logements à leurs bénéficiaires dans les plus brefs délais.

Dans une précédente réunion, le Dg de l'Aadl a sommé les directeurs régionaux d'aplanir les obstacles entravant l'état d'avancement des travaux et de trouver des solutions efficaces, en coordination avec les différentes entreprises ou entités, dont Sonelgaz, l'urbanisme, services de l'Organisme national CTC, AE, chefs de projets, BE..., concernées par l'achèvement des travaux de raccordement aux différents réseaux d'eau, de gaz, d'électricité, les VRD et les réseaux d'évacuation ainsi que les aménagements externes. En cas de non application de ses

instructions, les réfractaires risquent gros. Ainsi, il a promis des mesures sévères, pouvant aller jusqu'à la fin de fonctions, seront prises à l'encontre des défaillants. Ces réunions auront permis au directeur général chargé de la gestion des services de l'Aadl, Fayçal Zitouni, d'avoir un aperçu sur l'avancement des chantiers de cette formule tant attendue par des milliers de souscripteurs.

Il faut dire que l'Etat a mis en place des programmes ambitieux de construction, des milliers de logements avec différentes formules proposées dans le but d'absorber la crise du logement et d'éradiquer l'habitat précaire. Malheureusement, ces projets, devant être livrés depuis plusieurs années, traînent toujours et accusent de sérieux retards.

Parc de loisirs «Mostaland»

Une vitrine touristique très attractive

■ Cette dernière décennie, les pouvoirs publics de Mostaganem ont tablé sur une stratégie visant à faire de Mostaganem une destination touristique incontournable par un des investissements des plus opportuns.

Par Lotfi Abdelmadjid

Aujourd'hui, on peut dire que l'objectif est atteint car les investissements sont à même s'ils sont à parfaire. Le fait marquant c'est le secteur des loisirs qui a été déclencheur de la venue en masse de visiteurs dans la wilaya. Il reste aussi évident que le grand parc animalier dans sa diversité apporte à Mostaland plus d'attractivité. L'actuel wali, Aïssa Boulahya, soucieux de préserver à Mostaganem son image touristique, s'est investi pleinement, s'intéressant à la promotion de ce levier touristique. Mostaland Parc est aujourd'hui une attraction qui n'a rien à envier aux autres parcs de loisirs du bassin méditerranéen (Aqualand, Terra Mitica, Dah Happy Land, Jurigolo, etc.). A Mostaland, entre la diversité des jeux d'attraction, celle ornithologique et d'animaux sauvage, ce parc est devenu une des attractions les plus captivantes. On a appris à connaître Mostaganem par ses attractions grâce à Mostaland. Voilà la saison estivale qui pointe et les enfants de tout le territoire vont vouloir revenir vers cette fascinante attraction. Aujourd'hui, selon les gestionnaires, les préparatifs pour accueillir les visiteurs sont ache-

vés avec, bien sûr, la prise en compte des mesures préventives contre le Covid 19. Il faut noter que l'activité du parc en été dure jusqu'à une heure très tardive le soir, dans une ambiance très festive. C'est ainsi que cet été la directrice du parc, M^{me} S. Belmehal, envisage de lancer des soirées artistiques pour les visiteurs. Des programmes auxquels participeront des artistes chanteurs, humoristes, magiciens et autres. Ces programmes, nous dira la responsable, s'inscrivent dans la stratégie de gestion du parc visant à promouvoir ses activités par la diversification. Aussi, pour plus d'animation au profit des enfants, elle envisage d'organiser des kermesses par des stands d'animation ou les jeux en



PHD.R.

bois, de chamboule tout, d'adresse, courses de sacs de jute, etc. D'autre part, certains jeux de loisirs du parc pourraient, si les conditions sani-

taires le permettront, se déplacer, dans un programme itinérant, vers les zones rurales afin de faire le bonheur des enfants des douars de la wilaya.

Mostaland reste pour la wilaya une vitrine touristique élaborée et un levier économique non négligeable.

L. A.

Environnement

Sonatrach s'engage à intensifier ses efforts pour atténuer les émissions des GES

Le Groupe Sonatrach s'engage à intensifier ses efforts pour atténuer les émissions des gaz à effet de serre (GES), à travers plusieurs actions dont l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'élimination du torchage, a assuré son P-DG, Toufik Hakkar.

«Sonatrach s'engage à intensifier ses efforts pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre (GES), à travers l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'élimination du torchage et la mise à l'écart des gaz, la réduction des fuites et le lancement de projets forestiers pour l'absorption des GES», a affirmé M. Hakkar dans un message à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.

Il a souligné, dans le même cadre, que Sonatrach «ne ménagera aucun effort pour s'attaquer aux autres problèmes environnementaux pour protéger la biodiversité du patrimoine naturel national, préserver la qualité et la disponibilité des ressources hydriques du pays, garantir la qualité de l'air et utiliser efficacement les ressources naturelles».

Pour réaliser ces buts, Sonatrach va adopter une approche «proactive» qui valorise les ressources naturelles, contribue à stimuler l'économie circulaire et l'innovation et se concentre sur les contributions positives de toutes les parties prenantes nationales et internationales, a souligné le responsable.

Tout en réaffirmant l'engagement du Groupe à œuvrer en faveur du développement durable et responsable, il a relevé que Sonatrach, en sa qualité d'entreprise citoyenne, s'inscrit résolument dans une démarche engagée en faveur de la préservation et la protection de l'ensemble des écosystèmes du pays.

«L'engagement de Sonatrach, sincère et multiforme, est ainsi conforté dans la déclaration générale de la politique HSE du Groupe, signée le 16 mars 2021, qui proclame que Sonatrach, en sa qualité d'acteur énergétique majeur, ambitionne de se hisser aux standards internationaux et vise l'excellence en matière de préservation et de restauration

des milieux et écosystèmes naturels», a soutenu M. Hakkar.

«Le bien-être de nos concitoyens et la préservation des ressources naturelles, sont les maîtres mots de notre démarche et constitue notre préoccupation première», a relevé le premier responsable de Sonatrach.

Il a souligné que tous les collectifs du Groupe, chacun à son niveau, sont fortement invités à adhérer à cette dynamique, car le comportement au quotidien de chacun doit être exemplaire et refléter fidèlement les traditions ancestrales du pays, ajoutant que «nos aïeux savaient prendre soin et entretenir leur environnement naturel au sein duquel ils vivaient en parfaite symbiose».

Maya H.

Journée mondiale de l'enfant La sûreté d'Alger organise une cérémonie au profit de 300 enfants

Les services de la wilaya d'Alger ont organisé, jeudi, une cérémonie à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, au profit de plus de 300 enfants, au niveau du Centre de loisirs familial de Bainem relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et ce, dans le strict respect des mesures de prévention contre le Covid-19.

Selon un communiqué des mêmes services, cette célébration, organisée en collaboration avec l'unité de la Protection civile de la wilaya d'Alger et les différentes catégories de la société civile, a vu la présence des personnels de la Sûreté nationale venus avec leurs enfants, outre des enfants issus des différentes associations et jardins d'enfants et des personnes aux besoins spécifiques.

Plusieurs activités étaient au programme de cet événement, dont la présentation de consignes et d'orientations sur la sécurité routière, la prévention contre le coronavirus, l'exposition des équipements de protection contre les risques des accidents domestiques et bien d'autres, conclut le communiqué.

R. N.

Journée mondiale de l'environnement Le ministère de l'Environnement organise plusieurs activités de sensibilisation

Le ministère de l'Environnement a organisé, hier, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, plusieurs activités de sensibilisation et d'information sur l'environnement, à travers tous les établissements relevant de sa tutelle à l'échelle nationale, a indiqué un communiqué du ministère.

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin), un salon virtuel international sur la gestion des déchets sera organisé au siège de l'Agence nationale des déchets (AND), outre des ateliers pédagogiques pour enfants autour de plusieurs thèmes liés à l'environnement.

Il est prévu également «la signature de conventions de par-

tenariat avec des universités, des clubs sportifs et des instances de wilaya, outre l'organisation de colloques nationaux sur le rôle des jeunes parmi les leaders des actions vertes dans le développement durable», ajoute le document.

A cet effet, des expositions environnementales ouvertes et des campagnes de nettoyage des plages, des ports et des barages seront organisées à travers l'ensemble du territoire national, avec la participation des mouvements associatifs et des secteurs de l'Agriculture, de la Culture, de la Jeunesse, du Tourisme, des Sports, des Travaux publics et des universités.

S'agissant des festivités prévues au niveau international, le

ministère a rappelé que les festivités de célébration de la Journée mondiale de l'environnement seront abritées cette année par le Pakistan qui appelle «à la prise de mesures urgentes à travers le monde, pour la restauration des écosystèmes fragilisés par les activités humaines destructives».

Il s'agit également de considérer «la restauration de l'écosystème», une mission mondiale qui ne se limite pas uniquement aux efforts gouvernementaux et non gouvernementaux, mais qui exige la conjugaison de tous les efforts pour rétablir l'équilibre écologique de millions d'hectares de terres détruites par des pratiques illicites.

Le ministère a indiqué que les effets de ces pratiques indignes

et non autorisées ont commencé à apparaître, à savoir le déséquilibre environnemental, les changements climatiques et la disparition d'espèces rares, d'où l'importance de la Journée mondiale de l'environnement.

Dans ce cadre, l'Organisation mondiale de l'environnement (OME) a révélé des chiffres faisant état des dangers de la situation actuelle auxquels la terre est exposée. L'équivalent d'un terrain de foot est détruit toutes les trois secondes, selon l'OME.

L'OME a mis en garde contre la possibilité d'une nouvelle pandémie en raison du déséquilibre du système écologique, ce qui favorise la propagation des virus y compris le nouveau coronavirus (Covid-19), a conclu le communiqué.

Yanis H.

En prévision de l'ouverture du poste frontalier «Debdeb»

Mise en place d'une plateforme logistique dans la wilaya d'Ilizi

■ Le Groupe public de transport terrestre de marchandises et de logistique (Logitrans) prévoit la mise en place d'une plateforme logistique dans la wilaya d'Ilizi, dédiée à l'exportation en prévision de l'ouverture du poste frontalier terrestre «Debdeb» au trafic commercial, dans le cadre des efforts de promotion du produit algérien sur le marché africain, a-t-on appris, hier, auprès du président-directeur général (P-DG) du groupe, Boualem Kini.



Par Farid M.

En marge de sa visite dans la wilaya, accompagné d'une délégation composée de partenaires économiques, M. Kini a indiqué que «le groupe s'emploie à garantir toutes les conditions nécessaires à la mise en place

d'une plateforme logistique pour l'exportation, au niveau de cette région frontalière, dans l'objectif de faciliter la circulation des marchandises algériennes vers le continent africain, et contribuer à attirer les investissements, un facteur encourageant pour les exportateurs, notamment en

assurant une part importante des charges du coût de prestations logistiques».

Dans le même ordre d'idées, le même responsable s'est dit «satisfait» de l'état du réseau routier et des infrastructures dont dispose la wilaya d'Ilizi qui, selon lui, «contribuent à la perfor-

mance logistique». «Le Groupe entend, dans le cadre de la concrétisation de cette démarche stratégique, tirer profit des capacités humaines locales, ainsi que la conclusion d'accords avec l'université dans le but d'investir dans les qualifications scientifiques, notamment dans les disciplines requises par l'activité du Groupe», a-t-il souligné.

De son côté, le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa), Abdelwahab Ziani, a salué les efforts déployés pour améliorer le climat d'investissement dans cette wilaya frontalière, appelant, dans le même contexte, à la nécessité de s'orienter vers des industries manufacturières en tant que «choix stratégique pour le développement de l'économie nationale».

M. Ziani a, à cette occasion, mis en évidence les perspectives économiques qui devraient être réalisées en ouvrant le poste frontalier terrestre «Debdeb», en relançant la dynamique commerciale dans la région, la promotion des investissements d'une manière à garantir la devises et l'augmentation de la valeur des exportations nationales hors hydrocarbures. La délégation, accompagnée des autorités

locales, s'est enquis au cours de cette visite de deux jours des préparatifs en cours au niveau du poste frontalier «Debdeb».

Elle a visité également la zone d'activités dans la commune d'Ilizi, qui occupe une superficie de 44 hectares avec plus de 130 parcelles de terrain.

Cette zone a bénéficié d'une vaste opération de réhabilitation pour un montant de 250 millions dinars.

F. M.

Aviculture Hemdani demande la constitution d'un stock de régulation en viandes blanches

LE MINISTRE de l'Agriculture, Abdelhamid Hemdani, a demandé aux différents intervenants dans la filière avicole d'envisager l'examen de la constitution d'un stock de régulation en viandes blanches, dans le but de stabiliser les prix et préserver les revenus des éleveurs, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette instruction a été émise lors d'une réunion de travail qu'il avait présidée et qui a été consacrée à l'examen de la situation actuelle de la filière avicole après une période de perturbation accentuée par la spéculation, a précisé la même source.

Cette réunion, à laquelle ont pris part des membres du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole, le P-dg de l'Office national de l'aliment du bétail (Onab) et des cadres du ministère, a permis de faire le point sur la situation de la filière en termes de production, de régulation du marché des viandes blanches et celui des matières premières et des intrants biologiques ainsi que l'aspect sanitaire, a ajouté le ministère. M. Hemdani, a fait valoir, à l'occasion, les efforts consentis en amont de la filière pour asseoir une démarche de régulation en vue de stabiliser le marché et de pérenniser la filière, a souligné le communiqué. Concernant la hausse des prix des matières premières, le ministre a insisté sur la rigueur dans l'application des mesures prises par les pouvoirs publics en faveur de la filière et leur impact sur les prix de l'aliment sur le marché, mettant en garde contre certaines pratiques spéculatives dans ce domaine, a conclu la même source.

H. S.

Pêche illicite L'Algérie intensifie la lutte, selon la FAO

L'Algérie intensifie la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en œuvrant à assurer des inspections en mer dans l'ensemble de la région méditerranéenne en partenariat avec l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECF), a indiqué l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web. Dans le cadre des activités de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), l'Algérie œuvre en partenariat avec l'AECF et les inspecteurs de l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Libye, le Monténégro, la Tunisie et l'Ukraine, afin d'assurer des inspections en mer consistantes dans l'ensemble de la région, fait savoir la même source. «Le rôle des inspections en Méditerranée

est essentiel pour assurer le respect des règles de pêche. La CGPM est en train de développer un programme international conjoint de surveillance et d'inspection en Méditerranée et en mer Noire afin de former les inspecteurs nationaux et d'améliorer l'accès aux d'informations et aux données, ainsi que leur échange, dans l'ensemble de la région», explique la FAO. Dans ce cadre, l'AECF a affrété un navire de patrouille en haute mer, le Lundy Sentinel, qui soutient le déploiement d'inspecteurs de divers pays et les échanges, améliorant ainsi la conformité, le renforcement des capacités et l'échange de bonnes pratiques dans des situations opérationnelles réelles sur le terrain. La pandémie de Covid-19 a conduit à l'exploration de nouveaux moyens de contrôle

mettant à profit le suivi électronique et le renforcement de l'utilisation des journaux de bord électroniques et des nouvelles technologies, telles que les capteurs d'engins de pêche et le marquage, par le biais d'actions pilotes dédiées. «Grâce à ces nouvelles méthodes de contrôle, le nombre d'inspections et d'observations signalées et transmises au Secrétariat de la CGPM n'a cessé d'augmenter», indique la même source. Selon la FAO, la pêche illicite capture des millions de tonnes de poissons chaque année. «On estime que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (I'INDR), représente en moyenne environ 20 % des captures mondiales (soit une prise sur cinq)», précise l'organisation onusienne, ajoutant que dans un effort sans précédent, les pays de

la Méditerranée œuvrent ensemble à la protection des stocks de poissons. En outre, «l'INDNR génère une concurrence déloyale avec les artisans pêcheurs qui respectent les réglementations, et menace la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés côtières», explique la FAO. De plus, 75 % des stocks de poissons en Méditerranée et en mer Noire sont actuellement surexploités. «Néanmoins, selon les travaux réalisés dans le cadre de l'évaluation de la stratégie de gestion de la CGPM, un modèle permettant d'anticiper les effets sur l'évolution des stocks de poissons, ces stocks pourraient se reconstituer si la pêche INDNR était éliminée», note le communiqué.

Samia Y.

Chicago

Blé, maïs et soja en forte hausse à cause du temps chaud et sec

Les cours des principaux contrats de maïs, de soja et de blé sont repartis en forte hausse vendredi à cause d'un temps trop chaud et sec dans les zones de production des Etats-Unis et du Brésil. Un repli du dol-

lar aidait aussi les cours «mais ce sont surtout les conditions climatiques qui dominent l'évolution des prix», insistait Dan Czekander. «Cela s'appelle une frayeur de début de saison pour les cultures», a-t-il résumé. Le boisseau

de blé (environ 27 kg) pour livraison en juillet, le plus échangé, a conclu à 6,8775 dollars contre 6,7625 dollars à la précédente clôture, en hausse de 1,70 %. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en juillet a terminé

à 6,8275 dollars contre 6,6200 dollars jeudi, grimant de 3,13 %. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en juillet a conclu à 15,8375 dollars après 15,4925 dollars jeudi, progressant de 2,22 %. R. E.

Festival de Cannes 2021

Les films en compétition officielle dévoilés

■ Après une édition annulée en 2020, les responsables du Festival de Cannes ont réussi à fixer un rendez-vous. C'est du 6 au 17 juillet que ce grand évènement filmique aura lieu, avaient déjà annoncé les organisateurs.



Par Adéla S.

Une sélection «très internationale», selon Thierry Frémaux et Pierre Lescure, respectivement délégué général du festival et président. En effet, la sélection officielle de cet évènement tant attendu par les passionnés de cinéma a été dévoilée par les responsables de la 74^e édition du festival. Il s'agit de vingt-quatre films sélectionnés pour la compétition officielle de

l'évènement, précisent les organisateurs.

Cette année, la sélection est un peu plus riche que les précédentes, selon la même source. Thierry Frémaux a révélé, dans une conférence de presse, que ses équipes avaient reçu quelque 2 300 films, contre 1 800 d'habitude. Et l'ensemble des catégories de cette sélection officielle «très internationale» compte donc 61 films. Parmi les films de cette prestigieuse compétition, on retrouve ainsi l'Italien

Nanni Moretti, Palme d'Or en 2001 pour «La Chambre du fils», qui revient avec «Tre Piani», «Un héros» du cinéaste iranien Asghar Farhadi, mais aussi sept films français avec «France» de Bruno Dumont porté par Léa Seydoux, «Tout s'est bien passé» de François Ozon ou «Titane» de la réalisatrice Julia Ducourneau. D'autres films seront en compétition officielle, dont «The French Dispatch» de Wes Anderson, «Red

Rocket» de Sean Baker, «La fièvre de Petrov» de Kirill Serebrennikov, «Nitram» de Justin Kurzel, «Memoria» de Apichatpong Weerasethakul, «Lingui» de Mahamat-Saleh Haroun, «Les Olympiades» de Jacques Audiard, «Les intranquilles» de Joachim Lafosse, «La fracture» de Catherine Corsini, «Compartment NO.6» de Juho Kuosmanen, «Julie en douze chapitres» de Joachim Trier, «Haut et fort» de Nabil Ayouch, «Le genou d'Ahed» de Nadav Lapid, «Drive my car» de Ryusuke Hamaguchi, «Benedetta» de Paul Verhoeven, «Bergman island» de Mia Hansen-Love, «Annette» de Leos Carax, «L'histoire de ma femme» de Ildikó Enyedi et «Flag Day» de Sean Penn.

Une nouvelle catégorie fait son apparition cette année sous le nom de «Cannes Premières» pour accueillir «des cinéastes confirmés, qui pour diverses raisons viennent montrer leurs films en parallèle de la compétition», a indiqué Thierry Frémaux. On y retrouve ainsi «Tromperie» d'Arnaud Desplechin, «Serre-moi fort» de Matthieu Amalric ou encore «Mothering Sunday» d'Eva Husson.

Une section éphémère qui sera «environnementale» devrait aussi rejoindre cette sélection dans les jours à venir, alors que le festival a annoncé une série de mesures destinées à réduire son empreinte environnementale dès cette édition estivale.

A. S.

Journées nationales «Fatiha-Berber»

Une édition dédiée au théâtre de jeunes

Les premières Journées nationales «Fatiha-Berber», dédiées au théâtre de jeunes, sont programmées pour le mois de septembre prochain, annonce l'association culturelle «El Manara» de la ville de Corso (Boumerdès), organisatrice de l'évènement.

L'initiative d'organiser périodiquement à Boumerdès des journées nationales de théâtre portant le nom de Fatiha Berber (1945-2015), intervient en hommage à cette grande dame, originaire de la région, icône des arts de la scène, de la télévision et du cinéma algé-

riens.

Ces journées auront un caractère compétitif, poursuit le communiqué, énonçant les critères de participation qui exigent en substance que les différents ateliers constituant chaque projet en lice (texte, mise en scène, scénographie, musique, interprétation, etc.), soient entièrement l'œuvre de jeunes ne dépassant pas 35 ans. Autres critères à respecter pour pouvoir prétendre à une participation à ces journées, le nombre d'éléments constituant une troupe qui, selon le communiqué, ne doit pas dépasser huit personnes,

qui auront à présenter une prestation d'au moins 60 mn.

Le dernier délai de dépôt des projets est fixé au premier août 2021 et les frais de séjour durant ces journées sont pris en charge par les organisateurs de cette manifestation qui vient renforcer et enrichir la pratique du 4^e art en Algérie.

Originaires des Issers à Boumerdès, Fatiha Berber, de son vrai nom Fatiha Bellal, est née le 11 février 1945 à La Casbah d'Alger où elle avait commencé à manifester, dès son enfance, des penchants prononcés aux arts de la scène, que son père, son pre-

mier admirateur, avait vite remarqué, pour l'encourager à suivre sa passion artistique.

En 1959, elle avait intégré la troupe féminine de chant et de danse de Meriem Fekkai (1889-1961), une des divas du hawzi et de la chanson andalouse. La même année, elle intègre la section théâtre de l'Institut national de musique et perfectionne sa prestation de comédienne qui l'amèneront à vivre de nombreuses consécutions, jusqu'à sa disparition, le 16 janvier 2015, laissant derrière elle une riche carrière artistique.

M. K.

Institut culturel italien

Un hommage sera rendu à Federico Fellini

L'Institut culturel italien organise un mini-cycle de films dédié à Federico Fellini qui se tiendra dans la salle polyvalente de l'Institut et ce, du 7 au 14 juin à Alger. Programmé puis interrompu en décembre 2020, le mini cycle reprend vie durant ces deux dates, avec au programme des projections. A l'affiche,

«Intervista» et «Qu'il est étrange de s'appeler Federico» seront projetés, respectivement, les 7 et 14 juin, à raison de deux séances. Une première séance qui débutera à 16h et une seconde à 18h30. Pandémie oblige, l'entrée aux projections est gratuite mais sous réservation préalable par email, à : icialgeri.fellini100@gmail.com.

Synopsis d'«Intervista» : L'aube pointe sur Cinecittà. Federico Fellini s'apprête à réaliser son nouveau film inspiré de «L'Amérique» de Kafka. C'est alors que surgit une équipe de télévision japonaise venue l'interviewer et lui parler de ses précédentes œuvres.

Synopsis de «Qu'il est étrange de s'appeler

Federico» :

Le film est un portrait de Federico Fellini par Ettore Scola et ce, à l'occasion du 20^e anniversaire de la mort réalisateur. Ainsi, de ses débuts en 1939 en tant que jeune créateur, à son cinquième Oscar en 1993, Federico reste dans les mémoires de son ami Ettore.

R. C.

Des cas de Covid-19 sur le plateau Le tournage de «Mission Impossible 7» interrompu

La production avait pourtant tout fait pour éviter de nouvelles interruptions. Tous les efforts de Tom Cruise pour s'assurer que le Covid-19 ne s'incrute pas sur le tournage de *Mission impossible 7* ont-ils été vains ? Une chose est sûre : la production du nouvel opus de la franchise, en Angleterre, a dû être interrompue par la Paramount. «Nous avons temporairement interrompu la production de «Mission impossible 7» jusqu'au 14 juin, en raison de résultats positifs au test de coronavirus lors de tests de routine. Nous suivons tous les protocoles de sécurité et continuerons à surveiller la situation», peut-on lire dans un communiqué relayé par *The Hollywood Reporter*. Aucun détail supplémentaire n'a été fourni par la Paramount et on ignore quels membres de l'équipe ont été testés positifs. «Mission impossible 7» a eu une des productions les plus chaotiques de ces dernières années. Le tournage du film a dû s'interrompre dans un premier temps en février 2020, au moment où la pandémie paralysait le monde entier. Lorsqu'il a pu reprendre, des mesures de sécurité drastiques ont été mises en place pour éviter de nouveaux délais. Et en décembre dernier, le monde entier avait découvert ce qu'il se passait lorsque quelqu'un ne respectait pas le protocole sanitaire imposé par la production et la star, Tom Cruise. L'acteur avait été enregistré en train de hurler sur plusieurs membres de l'équipe, pris en flagrant délit de négligence. Christopher McQuarrie, qui était déjà dans le fauteuil du réalisateur pour «Rogue Nation» et «Fallout», mettra à nouveau en scène ce septième volet de la franchise, ainsi que l'épisode 8, qui doit être tourné dans la foulée. «Mission impossible 7» doit sortir le 27 mai 2022.

D. R.



Nicaragua

La principale opposante au Président Ortega assignée à résidence

■ *Cristiana Chamorro, qui apparaît comme la plus sérieuse concurrente du chef de l'État nicaraguayen Daniel Ortega pour l'élection présidentielle de novembre, a été assignée à résidence mercredi soir, après avoir été accusée de blanchiment d'argent par le gouvernement.*

Par Mourad M.

La police a violemment pénétré mercredi après-midi dans l'enceinte de la résidence de M^{me} Chamorro, dans le sud-est de Managua, où elle s'apprêtait à donner une conférence de presse, a déclaré à l'AFP Arelia Barba, son assistante. La police empêche d'entrer amis et parents et repousse les journalistes de manière musclée. La journaliste de 67 ans ambitionne de vaincre Daniel Ortega dans les urnes, comme l'a fait il y a 31 ans sa mère, Violeta Chamorro. Mais l'étoile montante de l'opposition est visée depuis le 20 mai, à la demande du gouvernement, par une enquête judiciaire pour blanchiment d'argent qu'elle a dénoncée comme une « farce macabre » montée par le pouvoir pour l'empêcher d'être candidate au scrutin présidentiel du 7

novembre. Le Tribunal électoral, composé d'une majorité de magistrats favorables au gouvernement de Daniel Ortega, a averti vendredi les partis d'opposition que les lois des « agents étrangers » et de défense « des droits du peuple à l'indépendance », adoptées cette année par le Parlement dominé de manière écrasante par les partisans du pouvoir, prévoient en outre une longue liste d'exclusions de candidats. Sont notamment visés les dirigeants des manifestations contre le gouvernement en 2018, ou ceux qui appelleraient à l'ingérence extérieure en préconisant des sanctions contre le Nicaragua ou ses dirigeants. Membre d'aucun parti, la journaliste a sollicité l'investiture de l'opposition pour la présidentielle où M. Ortega, au pouvoir depuis 2007, devrait briguer un quatrième mandat consécutif. La justice

nicaraguayenne a annoncé mercredi qu'un tribunal de Managua avait ordonné « l'intervention (de la police au domicile) et l'arrestation de Cristiana Chamorro, accusée des délits de gestion trompeuse, fausseté idéologique en vue de commettre le délit de blanchiment d'argent, de biens et d'actifs, au détriment de l'État du Nicaragua et de la société nicaraguayenne ». Mardi soir, le ministère public avait mis l'opposante en accusation en demandant qu'elle soit interdite de briguer un quelconque mandat, estimant que la pré-candidate à l'élection présidentielle « ne jouit pleinement de ses droits civiques et politiques car elle est impliquée dans une procédure pénale ».

Des juristes ont dénoncé une procédure « illégale » en l'absence d'une résolution du Conseil suprême électoral. Le secrétariat général de l'Organisation des États américains (OEA) a dénoncé « cette nouvelle attaque contre la démocratie » qui « rend encore plus impossible la tenue d'élections libres, équitables et transparentes dans le pays » et « délégitime le processus électoral avant même qu'il n'ait lieu ». Le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh) a estimé que ce mandat d'arrêt était un « outrage fait aux droits de l'Homme ». Les États-Unis ont appelé vendredi le Nicaragua à « libérer immédiatement la dirigeante d'opposition », assignée à résidence « sur la base de chefs d'accusation montés de toutes pièces ». « Le contexte actuel de



Ph. > D. R.

répression et d'exclusion n'est pas en accord avec la tenue d'élections crédibles », a encore dénoncé le porte-parole du département d'État américain, Ned Price. La France demande aussi « la libération immédiate de M^{me} Cristiana Chamorro ». Ces mesures contre l'opposante sont « incompatibles avec un processus électoral, libre, sincère et transparent », a déclaré de son côté le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. Le ministre espagnol des Affaires étrangères a exprimé son « inquiétude en raison de la détention de M^{me} Chamorro » ainsi que pour « le harcèlement continu des journalistes et médias de communication indépendants ». Pour Madrid, « ces faits graves et l'actuelle dynamique politique réduisent les espaces de dia-

logue et le vivre-ensemble au Nicaragua et menacent la légitimité démocratique des élections ». Cristiana Chamorro a dirigé la Fondation de défense de la liberté de la presse qui porte le nom de sa mère et dans les comptes de laquelle le parquet assure qu'il y a des « incohérences » pour la période 2015-2019. La Fondation, considérée comme un bastion de la liberté d'expression, apportait son soutien aux journalistes et médias indépendants. Cristiana Chamorro a décidé de suspendre ses activités en février parce qu'elle refusait de se soumettre à une nouvelle loi obligeant toute personne physique ou morale qui reçoit des fonds d'un autre pays à se déclarer « agent étranger » auprès du ministère de l'Intérieur. M. M.



Commentaire

Fardeau

Par Fouzia Mahmoudi

Àu début de l'année 2017, l'équipe de campagne du candidat à la présidentielle Emmanuel Macron était très fière de pouvoir annoncer que le président du MoDem, François Bayrou, se rangeait derrière l'ex-ministre de l'Économie de François Hollande. Mais aujourd'hui cette alliance est source d'embarras pour l'exécutif, alors que le MoDem se voit emporter dans la tourmente judiciaire. Après quatre ans d'investigations, la police anticorruption a conclu dans un rapport que le parti centriste a mis en place un « système ancien et plus ou moins informel » de détournement des fonds européens pour salarier ses employés. Dans cette affaire, François Bayrou et plusieurs ex-eurodéputés sont mis en examen depuis fin 2019. « J'affirme, une fois de plus, que ces accusations sont malveillantes et que ces allégations sont fausses. Et cela sera prouvé », a réagi mercredi sur Twitter le président du MoDem lors de la publication par « Le Monde » d'extraits de ce rapport de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (Ocliff), chargé de cette affaire de soupçons d'emplois fictifs d'assistants d'eurodéputés. À un an de la présidentielle, la révélation de cette synthèse de 29 pages, après presque 18 mois de poursuite discrète des investigations depuis la mise en examen du maire de Pau, remet en lumière un dossier embarrassant pour le MoDem, principal allié du président français. Dans ses conclusions, datées du 14 avril et consultées par l'AFP, l'Ocliff estime que « pour faire vivre son parti et assurer son fonctionnement à moindre coût, François Bayrou et Marielle de Sarnez, épaulés par les cadres du parti, ont mis au service de l'UDF puis du MoDem des assistants parlementaires rémunérés par le Parlement européen ». Les policiers anticorruption décrivent « un système ancien et plus ou moins informel qui ne reposait pas sur une méthode monolithique et systématique ». « Il évoluait au fil du temps et relevait de l'opportunité des situations tout en respectant un budget déterminé », est-il écrit. Les enquêteurs expliquent que « les collaborateurs parlementaires détournés disposaient d'un contrat de travail à temps partiel avec le parti et un autre avec l'élu européen, endormant ainsi la vigilance des services du Parlement européen ». Cette méthode rendait « très malaisés d'éventuels contrôles ou vérifications » sur la réalité du travail des assistants d'eurodéputés, puisqu'ils exerçaient « ces doubles emplois » en étant « physiquement situés dans les locaux de l'UDF et du MoDem » à Paris. Le rapport évalue le préjudice du Parlement européen à 1,4 million d'euros. Il intègre toutefois dans ce chiffre l'intégralité (400 000 euros) de la rémunération des assistants ayant tout de même partiellement travaillé pour les eurodéputés, souligne son auteur. Reste à voir comment ces révélations influenceront sur les relations entre la Présidence et le MoDem qui, à moins d'un an de la présidentielle, pourrait devenir un fardeau pour la prochaine campagne du président français, lequel, malgré des sondages très positifs pour le moment, devra éviter tout faux pas d'ici à avril 2022. F. M.

Russie

Poutine promulgue la loi excluant des opposants des élections

Vladimir Poutine a promulgué vendredi la loi interdisant aux collaborateurs d'organisations « extrémistes » de participer aux élections, une mesure décriée par l'opposition qui y voit un moyen de la neutraliser avant les législatives de septembre. La loi, adoptée par les députés en mai et mercredi par les sénateurs du Conseil de la Fédération, a été publiée sur le portail officiel des législatures russes une fois signée par le président russe. Ce texte interdit aux personnes impliquées dans une organisation « extrémiste » d'être élus. A trois mois des législatives, la loi est largement considérée par les détracteurs du Kremlin comme visant les partisans de l'opposant Alexei Navalny, le parquet ayant demandé à la justice de classer ses organisations comme « extrémistes », en particulier son Fonds de lutte contre la corruption (FBK) qui révélait le train de vie de l'élite russe. L'issue de cette procédure laisse peu de doutes :

le réseau de bureaux régionaux de l'opposant a déjà été classé « extrémiste » par les services de surveillance financiers et a annoncé son auto-dissolution pour se prémunir d'éventuelles poursuites judiciaires contre ses membres. Selon l'opposition, le pouvoir cherche à faire le ménage avant les élections alors que le parti du Kremlin, Russie Unie, est impopulaire selon des sondages, dans un contexte de stagnation économique et de multiples scandales de corruption. Plusieurs critiques du pouvoir russe ont été visés par des perquisitions ces derniers jours et l'un d'eux, Andreï Pivovarov, qui dirigeait l'organisation Open Russia liée à l'oligarque en exil Mikhaïl Khodorkovski, a été placé en détention provisoire pour deux mois. Alexei Navalny a été emprisonné à son retour en Russie en janvier après des mois de convalescence dus à un empoisonnement dont il accuse le Kremlin. Il a ensuite été

condamné à deux ans et demi de prison dans une affaire remontant à 2014 qu'il dénonce comme politique. Il a observé en avril une grève de la faim de 24 jours pour dénoncer ses conditions de détention dans une colonie pénitentiaire au nord-est de Moscou. L'opposant, qui fête vendredi ses 45 ans, a dit dans un message publié sur Instagram « remercier sincèrement toutes les personnes qui m'entourent et me soutiennent », assurant garder le moral. « J'espère pouvoir dire aujourd'hui que ma réussite de l'année, c'est que je me tiens éloigné de l'état d'esprit d'une « bête en cage », a-t-il ajouté en évoquant sa détention et « les nombreuses choses étranges qui me sont arrivées dans l'année ». Un proche allié d'Alexei Navalny résidant en Lituanie, Leonid Volkov, a lui estimé que Vladimir Poutine avait intentionnellement signé la loi le jour de l'anniversaire de l'opposant.

Défis économiques et sociaux

Le Parlement européen va aider la Tunisie à accroître ses investissements

■ Le Parlement européen va aider la Tunisie à accroître ses investissements et à relever les défis économiques et sociaux auxquels elle fait face, a affirmé, vendredi à Bruxelles, le président du Parlement européen, David Maria Sasso, rapporte l'agence TAP.



Par Moncef G.

«Le Parlement européen se tient aux côtés de la Tunisie, particulièrement en cette étape délicate, marquée notamment par une crise sanitaire sans précédent», a-t-il ajouté à l'issue de son entretien à Bruxelles avec le Président tunisien Kais Saïed.

Selon une source de la Présidence tunisienne, le Parlement européen s'est engagé à accompagner les réformes engagées par la Tunisie qui visent à accroître son attractivité et à améliorer le climat des affaires.

Pour sa part, M. Saïed a souligné que la Tunisie et l'Union

européenne (UE) partagent les mêmes valeurs et principes et affichent une volonté commune de relever les défis au triple plan, économique, politique et social.

Par ailleurs, le Président Kais Saïed a plaidé pour l'identification de nouveaux mécanismes en mesure de relancer l'économie et d'animer le partenariat Tunisie-UE, particulièrement dans les domaines de la jeunesse, l'émigration, la lutte antiterroriste, la sécurité et la lutte contre la pandémie de Covid-19.

Le taux d'inflation se stabilise à 5 %

Le taux d'inflation s'est stabilisé en mai 2021 à 5 % après

une légère hausse le mois dernier (passant de 4,8 % en mars à 5,0 % en avril), a fait savoir l'Institut national de la statistique (INS), hier.

Pour rappel, le Produit intérieur brut (PIB) de la Tunisie a enregistré une chute historique de 12 %, «la première fois qu'un tel repli se produit en Tunisie depuis 1962», avait récemment indiqué le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Marouan Abassi, lors d'une séance parlementaire.

«Le PIB en était à -9 % en 2020, alors que les prévisions tablèrent sur 3 %, soit une baisse de 12 %», avait regretté le chef de la BCT.

M. G.

Normalisation

Les exportations israéliennes vers le Maroc assurées contre le risque d'un boycott populaire

Les efforts de l'entité sioniste pour assurer ses exportations vers le Maroc contre d'éventuels risques, confirmant la crainte d'un boycott économique populaire des produits israéliens, a indiqué le SG de l'Observatoire marocain contre la normalisation, Aziz Hanawi

«L'annonce faite par l'entité sioniste qui assure les exportateurs de cette dernière vers le Maroc s'inscrit dans le cadre de la

vague de normalisation avec l'entité, y compris la normalisation économique», a déclaré Hanawi, cité par l'Agence Anadolu.

En 2020, le Maroc a signé un accord de normalisation avec l'entité sioniste, rejoignant ainsi trois pays arabes, les Emirats arabes unis, le Bahreïn et le Soudan. Une Compagnie de l'entité sioniste d'assurance contre les risques du

commerce extérieur a déclaré qu'elle avait «alloué 100 millions de dollars pour les exportateurs vers le Bahreïn et 200 millions de dollars pour les exportateurs vers le Maroc, pour s'assurer contre les risques», selon des médias.

La Compagnie israélienne a expliqué que la couverture concerne les accords à long terme et des projets allant jusqu'à 15 ans. Selon des médias, les accords de

normalisation avec le Bahreïn et le Maroc permettent une plus grande expansion des entreprises israéliennes en Afrique et en Asie.

Les accords de normalisation conclus l'année dernière par les quatre pays ont déclenché une vague de contestation dans le monde arabe, attisée par la poursuite de l'occupation israélienne.

Maya H.

Sahara occidental

Le Groupe de Genève appelle l'ONU à se pencher sur la situation des droits de l'Homme

Les 285 organisations membres du Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'Homme au Sahara occidental ont appelé le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à tenir un débat sur la situation dans les territoires occupés.

Dans un document rendu public jeudi, les organisations en question proposent à l'ONU de créer le mandat de rapporteur spécial sur la situation des droits de l'Homme dans le territoire non autonome du Sahara occidental.

Elles appellent également toutes les Hautes Parties Contractantes aux conventions relatives aux droits de l'Homme «à veiller à ce que le Royaume du Maroc respecte les normes du droit international humanitaire, y compris la Quatrième Convention de Genève».

Les auteurs du document dénoncent le harcèlement, la torture et la violence sexuelle perpétrés par le Maroc pour faire taire les défenseurs sahraouis des droits de l'Homme.

Avant la rupture du cessez-le-feu, les forces d'occupation marocaines ont commencé une

campagne contre les journalistes et les défenseurs sahraouis des droits humains, notamment les membres de l'Organisme sahraoui contre l'occupation marocaine (Isacom), signalent les signataires du document. Au cours des 6 derniers mois, plus de 720 incidents ont été enregistrés, ajoutent-ils.

Le 8 mai, des policiers marocains ont arbitrairement attaqué le défenseur sahraoui des droits humains Hassanna Abba, alors qu'il rentrait chez lui après avoir rendu visite à son frère. Ils l'ont insulté et frappé à la tête, aux pieds et aux mains avant de le laisser dans la rue en état de choc, informe le document.

De telles violences arbitraires ont également été documentées contre le militant sahraoui Hammad Hammad le 9 mai, lorsque la police l'a attaqué alors qu'il rendait visite à un collègue, ajoute-t-il.

La situation de la militante sahraouie des droits humains, Sultana Khaya et de sa famille, y compris la mère (84 ans) et les enfants (le plus jeune est âgé de 2 ans), est particulièrement extrême. Depuis le 19 novembre 2020, Khaya et certains

membres de sa famille sont assignés à résidence de manière arbitraire et subissent de graves violences physiques et psychologiques, poursuit la même source.

Les 10 et 12 mai, la situation a dégénéré lorsque des dizaines d'agents cogoulés ont fait irruption au domicile de Khaya avant l'aube, alors que la famille dormait. Lors du premier raid, ils ont saccagé la maison et arrêté Babuizid Mohammed Saaed Labhi (président du Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme - Codesa), Salek Baber et Khaled Boufraya, assure le document.

Les agents marocains ont battu deux membres de la famille, détruit des meubles et d'autres objets et volé des documents, de l'argent, des ordinateurs et d'autres objets de valeur. A ce jour (27 mai 2021), la police marocaine empêche les membres de la famille de passer la nuit avec Khaya et sa jeune sœur Louara. La campagne de diffamation s'est également intensifiée.

La police a de nouveau volé le téléphone de Sultana et a publié en ligne des enregistre-

ments audio de conversations privées avec son psychologue et sa nièce, discutant des détails du viol.

Il s'agit d'une tactique de dénigrement sexuel similaire à celle utilisée contre la journaliste Nazha El-Khalidi, destinée à détruire sa réputation et sa crédibilité au sein de la communauté sahraouie. La sœur Louara a également reçu des menaces inquiétantes d'enlèvement, ce qui l'empêche de sortir de chez elle, ajoute-t-il.

«Les trois défenseurs des droits de l'homme susmentionnés (Babuizid Mohammed Saaed Labhi, Salek Baber et Khaled Boufraya) ont été torturés pendant des heures, conduits dans une partie reculée du désert et abandonnés sur place, à plusieurs kilomètres de Boujdour et de Layoune», informe encore le texte.

«Lors du second raid du 12 mai, les policiers qui ont fait irruption dans la maison ont violé Sultana et Louara avec des objets, ont agressé leur frère et ont versé un liquide nauséabond et nocif sur toute la maison, les meubles et les vêtements, rendant la maison presque inhabi-

table», poursuivent les organisations de défense des droits humains.

«L'éminente activiste sahraoui Mina Baali, membre fondateur de l'Isacom, est également assignée à résidence depuis le 8 mai. Le 9 mai, après un rassemblement pacifique sur un toit, plus de 50 agents marocains masqués ont fait irruption chez elle, l'ont torturée ainsi qu'une amie, ont détruit des biens et volé du matériel électronique, de l'argent et de la nourriture, et ont coupé l'électricité», note le document.

Le groupe de Genève attire également l'attention sur la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les détenus sahraouis, précisant que la plupart d'entre eux sont détenus sur le sol du Royaume du Maroc, en violation de l'article 76 de la Quatrième Convention de Genève.

«Des actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sont infligés quotidiennement aux prisonniers politiques sahraouis dans les centres de détention marocains», affirme ce groupe de soutien aux Sahraouis.

Ghani Y.



Equipe nationale de football/ Classement historique des buteurs Bounedjah rejoint Saïfi avec 18 buts

L'attaquant de l'équipe nationale de football, Baghdad Bounedjah, auteur d'un but jeudi soir lors du match amical face à la Mauritanie (4-1) au stade Mustapha-Tchaker de Blida, a rejoint l'ancien attaquant des «Verts», Rafik Saïfi, au classement historique des buteurs des Verts, avec 18 buts chacun. Entré en cours de jeu en seconde période, le sociétaire d'Al-Sadd (Div.1/ Qatar), dont il s'agit de la 39^e sélection, a inscrit le quatrième but des champions d'Afrique (70^e), sur une passe décisive de son complice Youcef Belaïli. De son côté, le milieu offensif Sofiane Feghouli, capitaine d'un soir en l'absence de Riyad Mahrez, ménagé pour ce premier test amical, s'est distingué en signant un doublé, ce qui lui a permis de porter son capital à 16 buts en sélection, dépassant du coup l'ancien ailier de charme de l'équipe nationale, Salah Assad (15 buts). Le meilleur buteur de l'équipe nationale en activité, Islam Slimani (31 buts), est resté muet face à la Mauritanie, et cela pour le deuxième match de suite, après celui face au Botswana (5-0), disputé le 29

mars dernier, en clôture des qualifications de la CAN-2021, reporté à 2022 au Cameroun. L'attaquant de l'Olympique Lyonnais (Ligue 1/ France), remplacé en deuxième mi-temps par Bounedjah (58^e), a raté une belle occasion de réduire l'écart avec le meilleur goleador de la sélection, Abdelhafid Tassafout (36 buts), ce dernier avait porté le maillot national entre 1990 et 2002. L'ancien joueur vedette des «Verts», Rabah Madjer, suit derrière à la 3^e place au classement (28 buts), devant Lakhdar Belloumi (27) et Djamel Menad (25). L'Algérie enchaînera en affrontant le Mali, aujourd'hui au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), avant de se rendre à Tunis pour défier la Tunisie pour le dernier test, le vendredi 11 juin au stade Hamadi-Agrebi de Radès. Ces rencontres amicales s'inscrivent dans le cadre de la préparation des «Verts» en prévision du 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain, en raison de la pandémie de Covid-19.

Athlétisme / Triple saut

Triki se qualifie aux Jeux olympiques de Tokyo

L'Algérien Yasser Mohamed-Tahar Triki s'est qualifié pour le triple saut des Jeux olympiques de Tokyo, grâce à un bond de 17 mètres et 31 centimètres, réalisé vendredi au Sato du Stade 5-Juillet, à l'occasion de la quatrième journée «Elite» et Jeunes talents sportifs. Une compétition organisée par la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), en étroite collaboration avec la Ligue algéroise de la discipline

(LAA), essentiellement pour aider certains athlètes à réaliser leurs minimas en vue des JO. Ce qui vient de marcher avec Triki. Ce triple-sauteur devient ainsi le cinquième Algérien en athlétisme à se qualifier officiellement pour les Olympiades nipponnes, après Taoufik Makhoulfi (1500m), Abdelmalik Lahoulou (400m/haies), Billel Tabti (3000m Steeple) et Hicham Bouchicha (3000m Steeple).

Championnats d'Afrique 2021 d'athlétisme

Le Nigeria emboîte le pas à l'Algérie et se désiste

Le Nigeria, qui s'était proposé comme solution de rechange pour abriter les Championnats d'Afrique 2021 d'athlétisme, en remplacement de l'Algérie qui s'était désistée de l'organisation de cet événement en raison de la pandémie de Covid-19, y a finalement renoncé aussi, sur instruction de ses services sanitaires, ayant évoqué un haut risque de propagation du coronavirus. «Les services compétents, chargés du suivi de la pandémie au Nigeria, m'ont expliqué que l'organisation d'un événement de cette envergure comporte un sérieux risque de propagation du coronavirus et de ses différents variants. Donc, dans un souci de protéger la santé des uns et des autres, nous nous excusons de ne pouvoir accueillir ces Championnats d'Afrique», a indiqué le ministre de la Jeunesse et des Sports nigérian, Sunday Dare, dans un courrier adressé au président de la Confédération africaine d'athlétisme, Kalkaba Malboum. Ces Championnats d'Afrique d'athlétisme étaient initialement prévus du 22 au 26 juin à Alger. Mais lorsque l'Algérie s'est dite incapable de les accueillir à la date

indiquée, en raison de la pandémie, le Nigeria s'était proposé comme solution de rechange. Il avait affirmé dans un premier temps être capable d'organiser ces Championnats d'Afrique, avec un seul jour de décalage par rapport à la date initiale (ndlr, 23-27 juin). Une demande formulée le 24 mai dernier au Caire (Egypte) et qui a été immédiatement acceptée par la Confédération africaine d'athlétisme, car cela lui aurait non seulement évité un énième report, mais aussi de donner une chance à certains athlètes de réaliser leurs minimas de participation aux Jeux Olympiques de Tokyo. Cependant, la réalité du terrain a fini par rattraper le Nigeria, ayant réalisé quelques jours plus tard que la pandémie persistait et qu'il y avait toujours un sérieux risque de propagation du virus.

■ L'équipe nationale de football croquera le fer, amicalement, avec son homologue malienne, toujours au stade Tchaker de Blida à 20h45.



Les Verts enchaînent un deuxième match amical

Par Mahfoud M.

Vainqueur (4/1) face à la Mauritanie jeudi dernier, la sélection nationale disputera, de ce fait, son second match amical d'une série de trois rencontres entrant dans le cadre de la préparation pour les éliminatoires du Mondial 2022 du Qatar qui débiteront au mois de septembre prochain. Le coach national, Djamel Belmadi, a insisté pour programmer ces trois matchs amicaux à ces dates-FIFA, afin d'être fin prêts pour les prochains rendez-vous officiels qui attendent son équipe. Contrairement au match

face aux «Mourabitoune» de Mauritanie, cette opposition face au Mali sera plus disputée étant donné qu'il s'agit d'un solide adversaire et d'une équipe qui renferme de nombreux joueurs évoluant en Europe. Ce sera donc une tout autre paire de manche et une rencontre différente de ce qu'ont livré les Algériens face à la Mauritanie. Les coéquipiers de Bounedjah devront engager une grosse bataille et se battre avec leurs tripes s'ils souhaitent en sortir vainqueurs, mais surtout avec les enseignements nécessaires afin d'être prêts pour les éliminatoires de la Coupe du monde qui seront certainement très dif-

ficiles. Le driver des Verts devrait faire quelques changements au niveau de la composante de l'équipe par rapport au match face à la Mauritanie, en incorporant des éléments qui n'avaient pas joué d'entrée lors de ce premier match. Il s'agira pour Belmadi de donner leur chance à tous les joueurs, pour ensuite choisir les meilleurs à aligner lors des confrontations des éliminatoires, notamment le premier match face au Burkina Faso. L'essentiel pour le coach de la sélection est de bien ficeler cette préparation pour être pied d'œuvre pour ce rendez-vous et donner le meilleur de soi.

M. M.

Coupe de la Ligue (1/4 de finale)

Le NCM, l'USMA et la JSK passent en demi-finale

L'USM Alger s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe de la Ligue, en dominant l'Olympique de Médéa sur le score d'un but à zéro, en quart de final disputé vendredi après-midi à Bologhine. L'unique but de la rencontre a été inscrit par l'attaquant Abdefettah Belkacemi, à la 34^e minute. Un maigre acquis que ses coéquipiers se sont appliqués à défendre bec et ongles jusqu'au coup de sifflet final, car l'OM avait relativement bien réagi. En demi-finales, les Rouge et Noir croiseront le NC Magra, qui s'était qualifié un

peu plus tôt, aux dépens de la JS Saoura (2-1). La JS Kabylie a disposé (2/0) de l'US Biskra et a décroché son billet pour le dernier carré de cette compétition qui remplace la Coupe d'Algérie, annulée cette saison pour cause de Covid. Pour revenir au match qui a opposé le NCM à la JSS, il est à relever de malheureux incidents qui se seraient produits à la mi-temps. Ainsi, la JS Saoura a publié vendredi après-midi plusieurs photos et vidéos sur sa page Facebook officielle, montrant certains de ses joueurs à terre dans les vestiaires, souli-

gnant qu'ils venaient d'être «agressés physiquement par des joueurs et des dirigeants du NC Magra», à la mi-temps du match ayant opposé leurs deux équipes.

Ces vidéos amateurs, filmées par des membres de la délégation bécharoise à l'intérieur des vestiaires, montraient entre autres le joueur Kaddour Oussama en train de recevoir les premiers soins au niveau de l'avant-bras gauche. Sur d'autres photos on voyait des joueurs se faire poser un bandage sur le front, au moment où certains de leurs coéquipiers se faisaient traîner par les épaules pour regagner les vestiaires, où ils devaient recevoir les soins nécessaires. Selon la même source, cette agression s'est produite après la fin de la première mi-temps, au moment où les deux équipes s'apprétaient à prendre leur pause-citron.

Mondiaux 2021 de judo

L'Algérie avec sept athlètes à Budapest

SEPT JUDOKAS (quatre messieurs et trois dames) représenteront l'Algérie aux Championnats du monde 2021, devant débiter aujourd'hui dans la capitale hongroise Budapest,

suivant la liste finale d'admission, dévoilée vendredi par la Fédération internationale de la discipline (FIJ). Il s'agit de Wail Ezzine (-66 kg), Fethi Nourine (-73 kg), Abderrahmane

Benamadi (-90 kg) et Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) chez les messieurs, ainsi que Belkadi Amina (-63 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) chez les dames.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

ONU

L'impact négatif de la corruption sur la stabilité sociopolitique des pays souligné

LA SESSION extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur la lutte contre la corruption a adopté «la Déclaration politique» qui comprend plusieurs axes, dont «le lien entre la corruption et son impact négatif sur le développement durable et la stabilité sociopolitique des pays». La Déclaration politique issue de cette session à laquelle a pris part le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, tenue par visioconférence du 2 au 4 juin en cours, fait «clairement mention de vides juridiques dans le système international de lutte contre la corruption», a indiqué un communiqué du ministère de la Justice. A cet effet, «la Déclaration exhorte tous les Etats parties à émettre des propositions devant améliorer la convention des Nations unies de la lutte contre la corruption, tout en soulignant l'importance de la relance de la coopération internationale, notamment en ce qui concerne le recouvrement des avoirs et des revenus de la criminalité ainsi que l'activation des moyens juridiques devant mettre fin aux zones de sécurité (paradis fiscaux) pour les personnes impliquées dans des crimes de corruption». La Déclaration politique «recoupe l'ensemble des exigences de l'Algérie en matière de recherche des mécanismes internationaux efficaces permettant de lutter contre la corruption, de mettre un terme à l'impunité de ses auteurs et de récupérer les fonds détournés, tel qu'affirmé par le chef de la délégation algérienne, Belkacem Zeghmati, dans l'allocution de l'Algérie prononcée lors de cette session».

Pour rappel, l'Algérie avait réaffirmé «la nécessité de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale en matière de recouvrement d'avoirs et d'extradition des criminels, d'échange d'informations et d'assistance juridique mutuelle, conformément aux législations nationales pour resserrer l'état autour des parties impliquées dans des affaires de corruption et les priver de leurs acquis illicites», avait souligné le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati. «L'Algérie qui n'a cessé de mettre en garde contre les liens croissants entre le crime organisé transnational et autres activités illégales, à l'instar du trafic de drogue, de la corruption, du blanchiment d'argent, du terrorisme et de son financement, appelle, encore une fois, tous les Etats parties à honorer de bonne foi leurs engagements internationaux, à intensifier les efforts et à s'accorder mutuellement un soutien effectif», avait-il précisé. «L'Algérie souligne également que la gestion des actifs récupérés et leur utilisation relèvent de la seule responsabilité de l'Etat demandeur et que les actifs récupérés doivent être restitués sans conditions, avec un respect total des droits souverains des Etats», avait-il ajouté. L'Algérie «accorde un intérêt particulier à la lutte contre la corruption, toutes formes confondues, et œuvre continuellement à la consolidation de l'efficacité de son système national de lutte et de prévention de ce fléau», avait indiqué le garde des Sceaux.

R. I.

Etats-Unis

Arrestation d'un homme soupçonné de tenter de percer le cockpit d'un avion

UN PASSAGER a été arrêté aux Etats-Unis après avoir tenté de percer le cockpit d'un avion de «Delta Air Lines» entre Los Angeles et Nashville, ont annoncé vendredi les autorités.

La compagnie aérienne Delta a exprimé sa gratitude dans une déclaration à l'équipage et aux passagers du vol 386, reliant l'aéroport international de Los Angeles en Californie à l'aéroport international de Nashville au Tennessee, qui ont aidé à retenir le passager lorsque l'avion était en vol. Après l'incident, le vol a dû être dérouté vers Albuquerque, au Nouveau-Mexique.

L'avion a atterri sans incident et le passager a été évacué par les forces de l'ordre, selon Delta. Selon KABC-TV, une chaîne de télévision détenue et exploitée par ABC située à Los Angeles, une vidéo prise à bord de l'avion montre l'homme attaché et sans

chaussures, entouré de passagers et de membres d'équipage. L'homme a finalement été transporté à l'arrière de l'avion. Au moment de l'incident, il y avait 162 passagers et six membres d'équipage à bord. Personne n'a été blessé lors de l'incident, a rapporté la chaîne de télévision.

Le FBI a tweeté qu'il «répondait au signalement d'un vol détourné» à l'Albuquerque International Sunport, le plus grand aéroport commercial du Nouveau-Mexique.

K. Y.

Chine

Huit mineurs portés disparus après un coup de grisou

HUIT mineurs sont portés disparus après un coup de grisou dans la province chinoise du Heilongjiang, dans le nord-est de la Chine, ont indiqué, hier, les

Pénurie d'eau dans plusieurs régions



Loumis

Djalou@hotmail.com

Circulation

Arrestation du chauffard auteur de l'accident mortel de Ain Naâdja

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, le chauffard auteur de l'accident de circulation ayant causé la mort d'un jeune qui s'apprêtait à changer la roue de son véhicule, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

Par Slim O.

«Les services de la Sûreté d'Alger ont arrêté, vendredi, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, le chauffard qui avait pris la fuite (23 ans), originaire de la wilaya

d'Alger, auteur d'un accident de la circulation ayant causé la mort d'un jeune (27 ans) qui s'apprêtait à changer la roue de son véhicule au niveau de la rocade de Ain Naâdja», précise le communiqué. Après avoir souligné que la vidéo de l'accident avait été largement relayée sur les

réseaux sociaux, la DGSN a affirmé qu'après parachèvement des procédures légales en vigueur, le suspect sera déféré devant les juridictions territorialement compétentes, conclut la source.

S. O.

El Kala

Onze personnes victimes d'intoxication alimentaire

Pas moins de onze personnes, dont quatre enfants, résidant dans la commune d'El Kala (El Tarf), ont été victimes d'une intoxication alimentaire dans la nuit de jeudi à vendredi, a-t-on appris, hier, auprès du directeur local de la santé et de la population (DSP).

Pris de vomissements et de douleurs abdominales notamment, après avoir consommé des sandwiches (chawarma), onze citoyens se sont rendus aux urgences de la polyclinique de cette même commune où ils ont été hospitalisés et ont bénéficié des soins nécessaires, a précisé Hadj Abderrahmane Bada, affirmant que certains d'entre eux ont déjà

regagné leur domicile. Selon le DSP, une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cette intoxication alimentaire, ajoutant que le restaurant incriminé a été «temporaire-

ment» fermé, en attendant le résultat des prélèvements des produits alimentaires suspectés, actuellement en cours d'analyse.

K. L.

Oran

Un mort et cinq blessés suite à l'explosion d'une chaudière

UNE PERSONNE est morte et 5 autres ont été blessées suite à l'explosion d'une chaudière au sein d'un bain et douches à Sidi Benyebka (Oran), a-t-on appris, hier, des services de la Protection civile.

Sitôt l'alerte donnée, les unités de la Protection civile de Sidi Benyebka et d'Arzew sont intervenues vendredi soir pour apporter les premiers secours aux victimes de cette explosion qui a eu lieu au sein d'un bain et douches, situé dans une construction d'un étage à Sidi Benyebka. Le drame a causé la mort d'un homme âgé de 49

ans, suite à des blessures et des brûlures du second degré. La même source indique que les agents de la Protection civile ont prodigué les premiers soins à une autre personne, âgée de 56 ans, victime de blessures et de brûlures du second degré au niveau des jambes avant d'être transférée au service des urgences de l'hôpital d'El-Mohgoun. Des citoyens ont transporté quatre autres personnes blessées, âgées entre 40 et 52 ans, au service des urgences médicales du même hôpital, indique les mêmes services.

N. B.